



Fiche signalétique Gabon

Avril 2011

© DGTPE

Généralités

- . **Président : Ali BONGO ONDIMBA**
- . **Population : 1,5 M**
- . **Superficie : 267.667 km²**
- . **Croissance démograph. : 1,8%**
- . **Espérance de vie : 61,3 ans**
- . **Taux d'alphabétisation : 86,2%**
- . **Taux de scolarisation : 80,7%**
- . **Population < 15ans : 36,7%**

Repères essentiels

La **République gabonaise**, ou **Gabon**, est un pays situé à l'ouest de l'Afrique centrale, sur l'équateur, faiblement peuplé. Voisin du Congo (Brazzaville), de la Guinée équatoriale et du Cameroun, c'est un pays forestier où la faune et la flore sont encore bien conservées. Son climat est de type équatorial, c'est-à-dire chaud et humide, avec une alternance de saisons sèches et de saisons des pluies au cours de l'année. 85% du territoire est recouvert par la forêt.

Le Gabon est divisé en **9 provinces**, dirigées chacune par un gouverneur, elles-mêmes subdivisées en départements dépendant d'un préfet et, parfois, en districts, dépendant d'un sous-préfet.

Le peuplement du Gabon s'est fait par vagues successives d'immigration, jusqu'au XIX^e siècle. C'est lors de ce processus qu'accostèrent au XV^e siècle les premiers européens, des Portugais. La France occupa le Gabon progressivement à partir du milieu du XIX^e siècle, jusqu'à l'indépendance le 17 août 1960.

Le Gabon a un régime présidentiel. Le premier président de la République gabonaise fut Léon Mba. Le second président fut Omar Bongo Ondimba de 1967 à juin 2009 et le troisième président, Rose Francine Rogombe, l'a été par intérim jusqu'en septembre 2009. Depuis lors, le Président Ali BONGO ONDIMBA est à la tête du pays suite aux élections du 30 août 2009.

Economie

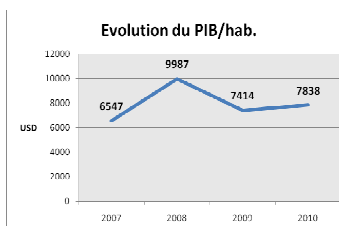
Une économie de rente pétrolière peu diversifiée

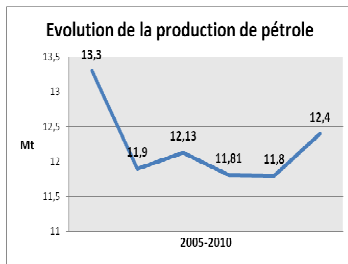
Avec un **PIB par habitant de 7 838 USD** en 2010, le Gabon est largement au-dessus de la moyenne de ses voisins, hormis la Guinée Equatoriale. Il est classé par les institutions internationales comme un pays à revenu intermédiaire.

L'économie gabonaise constitue un cas typique **d'économie de rente pétrolière** peu diversifiée. Le poids du pétrole dans le PIB atteint 48% et 82% des recettes d'exportation en 2010. Les trois principaux producteurs, Total, Shell et Perenco, réalisent 70% de la production.

Grâce aux prix élevés du pétrole, le Gabon a depuis trois ans bénéficié de recettes pétrolières exceptionnelles (50% du budget total en 2009).

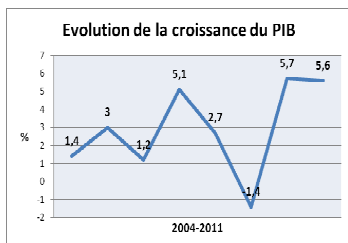
Après avoir atteint un plancher en 2006, la production pétrolière du Gabon s'est stabilisée grâce aux investissements réalisés sur les champs marginaux rendus possibles par le cours élevé du baril. En 2009, la production a atteint 11,8 MT, les prévisions 2010 faisant état de





12,4 MT et celles de 2011, de 12,5 MT.

L'industrie forestière constitue le 2^{ème} secteur économique mais ne représente que 9% des exportations totales en valeur. Celles-ci ont accusé une diminution estimée à 24% en 2009, soit 1,3 millions de mètres cubes, en raison de la crise mondiale et de la baisse de la commande internationale, en particulier chinoise, la Chine étant devenue le premier importateur de grumes gabonaises, absorbant 60% de la production. Les exportations de grumes sont interdites depuis le 15 mai 2010, entraînant une chute notable des recettes générées par ce secteur.



Le manganèse, exploité par la Comilog (capital détenu par le français Eramet à hauteur de 66 %) représente 4 % du PIB et 6 % des exportations du pays, pour une production en chute vertigineuse en 2009 (1,5 Mt contre 3,3 en 2008). En 2010, la reprise annoncée de la production mondiale d'acier (notamment en Chine) s'est réalisée et la production gabonaise a atteint 3,3 MT. L'année 2011 devrait encore être d'un meilleur niveau puisque la Comilog prévoit 4MT et le Chinois Citic, un nouvel investisseur, produira pour la première année environ 500.000 T. En 2013/2014 on prévoit en supplément la production du groupe BHP-Billington (Afrique du Sud) pour environ 1 MT.

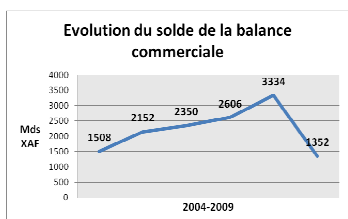
La récession observée en 2009 (-1,4%) s'expliquait par la crise internationale, qui a frappé deux secteurs essentiels à l'économie du Gabon, le bois et le manganèse, ainsi que par la chute du cours du pétrole et le décès d'Omar Bongo. Mais **la reprise a été au rendez-vous en 2010**, avec une croissance de 5,7%. Les prévisions du FMI pour 2011 s'établissent à +5,6%.

Si le PIB du secteur pétrolier en 2009 a enregistré une baisse de -33% tandis que le PIB du secteur non pétrolier affichait une légère diminution de -7%, en 2010, les prévisions sont à la hausse de respectivement +38% et +6,5%.

Le taux d'inflation 2010 a finalement été contenu à 1,1% (source BEAC), contrairement aux prévisions qui l'avaient envisagé à 7%. Il s'établirait à 3% en 2011.

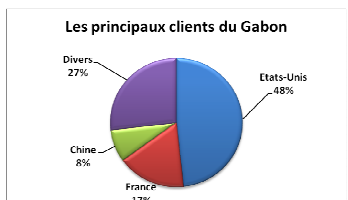
Commerce extérieur

Une balance commerciale structurellement excédentaire



Le commerce extérieur gabonais se caractérise par une **balance commerciale structurellement excédentaire** et des exportations essentiellement composées de pétrole (82% du total), de manganèse et de bois.

En 2010, les **exportations gabonaises** ont progressé en valeur de 65,4%, s'élevant à 4 641,2 mds XAF en 2010, portées par l'augmentation en valeur des exportations de manganèse (+ 113,1% à 165,1 mds XAF), du pétrole (+80% à 3 918 mds XAF), des produits agroalimentaires et de la pêche (+ 60% à 133 mds XAF) et du bois débités (+55% à 151 mds XAF). Les exportations du bois en grumes se sont quant à elles repliées de 51%, à 137,1 Mds XAF, reflétant la mesure d'interdiction d'exportation du bois en grumes. La balance commerciale de 2010 devrait donc rester excédentaire, avec toutefois une hausse des importations liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en 2012.



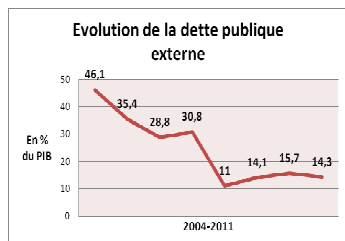
Le premier **client** du Gabon reste les Etats-Unis (48,3 % des exportations) même si l'on constate que la Chine augmente régulièrement ses achats.

La France reste le principal **fournisseur** du Gabon avec une part de marché d'environ 35%, représentant en 2010 le chiffre record de 560 millions d'euros.

Finances publiques

Une conjoncture très favorable

L'exécution du budget 2010 s'est soldée à fin novembre 2010 par un **excédent primaire de 251,2 Mds XAF**. Les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 1 703,6 mds XAF (en hausse de 18% par rapport à fin novembre 2009), performance tirée par le niveau



La constitution en 2004 d'un club des créanciers intérieurs de l'Etat détenant plus de 50 M XAF de créances (Club de Libreville), a permis de faciliter la gestion transparente et confiante de la dette intérieure. Les quatre volets successifs du Club de Libreville de 2004 à 2006 ont permis des remboursements étalés pour un total à fin 2006 de 111,2 Mds de XAF (170 M€).

d'encaissement des recettes pétrolières, en hausse de près de 40% (982 mds XAF). Les recettes hors pétrole se sont quant à elles contractées légèrement (-1,3%, 721 mds XAF). Les dépenses totales exécutées se sont établies à 1 511,7 mds XAF (soit 27% de plus qu'en 2009), résultant essentiellement de l'accélération du niveau d'exécution des dépenses et des dépenses d'investissement (+ 158%, 522,8 mds XAF).

Les recettes budgétaires 2011 devraient augmenter de 6,8% par rapport à 2010, en raison notamment de la reprise du cours du baril et de la hausse prévisible des exportations de manganèse. La crise actuelle au Proche-Orient ayant porté le cours du baril 120 USD alors que le budget est établi sur une base de 72 USD, le surplus budgétaire de l'année sera donc significatif. Les dépenses d'investissements sont en diminution de -22% en raison du budget très élevé prévu en 2010 (près de 900 Mds FCFA, dont la moitié consacrée aux infrastructures) conforme aux promesses électorales du Président.

Par ailleurs, le Gabon est aujourd'hui l'Etat de la zone CEMAC (avec la Guinée-Equatoriale) dont **le niveau de dette publique est le plus faible** : 15,7% du PIB en 2010, et 14,3% en 2011 (prévisions FMI, mars 2011).

La **diminution de l'endettement interne se poursuit** : le Club de Libreville VI (constitué d'entreprises créancières de l'Etat) a signé en septembre 2010 avec le gouvernement une convention de paiement de 181,75 milliards de FCFA nets au titre de la dette publique intérieure. Cette somme représente les impayés de 2005 à 2009. Ce nouvel emprunt fait suite à celui de février 2010 (179,4 milliards FCFA).

Une mission du FMI en mars 2007 avait constaté une amélioration dans les réformes structurelles, et une volonté de meilleure gestion budgétaire. Le 7 mai 2007, un **accord stand-by** avait dès lors été approuvé, portant sur un montant de 117 MUSD et une durée de 3 ans. Les trois revues qui ont suivi ont exprimé la satisfaction du Fonds quant aux résultats obtenus par le Gabon en matière d'équilibre macroéconomique et de gestion budgétaire. L'impact de la crise financière mondiale a été analysé lors de la 3^{ème} revue (mars 2009) et a mis en évidence la nécessité d'accélérer les réformes pour rendre le pays moins dépendant de la ressource pétrolière.

La dernière mission de mars 2010 du programme triennal avec le FMI a recommandé au Gabon de maintenir la stabilité économique en évitant toute tension inflationniste, prévue à 7,5% en 2010, mais qui s'est finalement stabilisée à 1,1%. Surtout le FMI recommandait de contenir le déficit non pétrolier. Concernant le budget d'investissement, le FMI avait conclu que le gouvernement gabonais n'avait pas les moyens actuellement de réaliser le montant prévu en 2010, même si les ressources prévues lui paraissaient plausibles. Le budget 2011 en diminution de -22% est donc de ce point de vue en cohérence. **Le programme s'est achevé** sans que l'ensemble des revues aient eu lieu.

Intégration régionale

La CEMAC est composée du Cameroun, du Tchad, de la Centrafrique, de la Guinée Equatoriale et du Congo.

Une intégration régionale encore faible

Le Gabon fait partie de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

La **monnaie commune** de l'ensemble des pays de la CEMAC, le franc CFA, présente un taux de change fixe avec l'euro. La politique monétaire est conduite par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Le Trésor français assure une garantie de convertibilité externe illimitée.

Les échanges entre les pays de la zone restent très faibles, signe d'une intégration régionale qui reste théorique tant les freins au commerce intra-régional sont nombreux (infrastructures insuffisantes, coûts de transport élevés, régions enclavées, faible industrialisation et faible pouvoir d'achat des populations).

1€ = 655.957 XAF

Perspectives

Les principaux défis du Gabon

Le Gabon souffre d'une **diversification trop limitée de son économie** liée à la forte dépendance au secteur pétrolier dont le niveau de production devra, à long terme, inéluctablement faire face à une baisse. Pour préparer au mieux l'après pétrole et stimuler l'économie, le Gabon doit relever deux défis.

Une diversification limitée de l'économie gabonaise.

Le premier a trait aux **difficultés de communication à l'intérieur du pays** qui demeurent un problème majeur. Le développement des infrastructures est en effet un appui indispensable aux secteurs moteurs ainsi qu'à la diversification de l'économie. Leur état conditionne le niveau des coûts de production et de compétitivité de l'économie. Elles sont par ailleurs un élément primordial pour attirer les investissements étrangers. Leur développement participe enfin à la réduction de l'exclusion sociale en permettant aux populations (zones rurales notamment) d'avoir accès aux services de base.

Des infrastructures défaillantes

Avec un peu plus de 9 000 kms de routes, le réseau gabonais dessert la quasi-totalité du territoire national mais seul 10% est bitumé, limitant la capacité de ce dernier à répondre aux besoins évoqués ci-dessus. Par ailleurs, on note encore certaines lacunes dans le domaine de la fourniture d'électricité et d'eau, ainsi que des télécommunications.

Un climat des affaires à améliorer

Le second concerne l'**amélioration du climat des affaires**. Certains freins, notamment d'ordre institutionnel et réglementaire en défaveur de l'investissement, sont présents. Les investisseurs potentiels doivent faire face à des lenteurs administratives et à une politique d'incitation fiscale peu claire. Le dernier rapport « Doing business » classe le Gabon en 156^{ème} position, ce qui le place toutefois en bonne position par rapport à nombre de ses voisins.

Des indicateurs sociaux en grand décalage avec le niveau de richesse du pays

Enfin, les **indicateurs sociaux** (santé, éducation) sont en grand décalage avec le niveau de richesse du pays. L'indicateur de développement reste en retard, le pays étant classé au 93^{ème} rang mondial en terme de développement humain.

Source : BEAC

Pour aller plus loin

Abonnez-vous à la Lettre d'Afrique Centrale

Pour vous abonner, merci de nous adresser un message à :

libreville@dgtresor.gouv.fr

La Lettre d'Afrique Centrale est disponible sur abonnement annuel (11 numéros, 153 € HT).

Publication mensuelle des missions économiques de Libreville, Brazzaville, Kinshasa et Yaoundé, la Lettre d'Afrique Centrale vous propose pour 8 pays (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Démocratique du Congo, Sao Tome et Principe, Tchad) :

- les faits marquants du mois de l'actualité économique et commerciale ;
- des informations sur les secteurs d'activité et la vie des sociétés ;
- les évolutions juridiques et réglementaires ;
- les évolutions structurelles et conjoncturelles ;
- les évolutions du processus d'intégration économique régionale.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Libreville (adresser les demandes à libreville@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique de Libreville

Adresse :

BP 936 – Libreville, Gabon

Rédigé par : Aline QUENET-NGUIA

Revu par : Jean-Pierre COLNARD

Version d'avril 2011

Version originale de novembre 2008

